

Subsides

heure-homme dans les manufactures canadiennes s'est accru de 3.7 p. 100 par année, et seulement de 3.2 p. 100 aux États-Unis. En d'autres termes, la hausse générale de la productivité canadienne a été légèrement supérieure à la hausse enregistrée aux États-Unis, pays dont nous comparons la productivité à la nôtre.

En 1975, le rendement par heure-homme au Canada a été pratiquement stable, alors que celui des États-Unis enregistrait un déclin de presque 1 p. 100. Nous espérons tous que notre économie prospérera tout comme celles de nos clients. Je ne crois pas que nous devons nous attendre que notre économie se développe plus rapidement que celles d'autres pays; nous ne pouvons espérer que les exportations s'accroissent plus rapidement que les économies d'autres pays. La productivité sera fonction de cette reprise, ou hausse, des affaires.

J'ai écouté attentivement le député de York-Simcoe. Je voulais connaître les mesures qu'il proposait au gouvernement pour accroître la productivité de l'industrie canadienne. J'ai constaté qu'il était à court d'idées, tout comme son nouveau chef le constatera sans doute. Son chef a annoncé qu'il indiquerait aux Canadiens ce que le parti progressiste conservateur préconise. Il a déclaré qu'ils doivent faire comprendre aux Canadiens que le parti conservateur est un parti qui défend certaines causes. Il a ajouté qu'ils doivent être prêts à les indiquer aux Canadiens. J'écouterai désormais attentivement pour connaître exactement les propositions concrètes du parti conservateur, les causes qu'il soutient, les mesures qu'il préconise pour accroître la productivité, des mesures précises et constructives, pas simplement d'autres largesses.

● (1710)

Durant les quelques minutes qui me restent, je crois utile de donner aux députés un très bref exposé de la situation actuelle de l'investissement. Je peux simplement la présenter en ces termes. Si nos hommes d'affaires s'abstenaient de faire des investissements importants, on pourrait croire qu'ils ne font pas confiance aux politiques gouvernementales ou à l'avenir. Toutefois, en consultant les chiffres, on se rend compte qu'ils investissent. La valeur des dépenses effectuées dans l'entreprise au Canada en nouveau matériel et outillage l'an dernier a, d'après les comptes nationaux, augmenté de 18 p. 100 durant les neuf premiers mois de 1975. Aux États-Unis, les investissements en nouveau matériel et outillage ont à peine augmenté de valeur au cours de l'année civile 1975 et on ne s'attend guère à une poussée dans ce secteur en 1976. Songez-y, députés d'en face. Si les investissements aux États-Unis ont été stationnaires l'année dernière et qu'ils aient augmenté de 18 p. 100 au Canada, c'est certes révélateur du climat commercial canadien.

Au Canada, une enquête menée auprès de 300 importantes corporations a révélé que ces entreprises envisagent d'accroître leurs dépenses de 28 p. 100 en 1976. Ce n'est probablement pas représentatif de l'ensemble du secteur. Or, il semble bien que nous dépenserons beaucoup plus que les États-Unis en immobilisations. La situation est probablement bien meilleure que ne veulent le faire croire certains députés d'en face.

En dernier lieu, j'aimerais parler d'une ou deux des initiatives que nous avons prises. Il ne me reste pas beaucoup de temps, mais je pense que les députés d'en face doivent reconnaître que l'initiative du gouvernement de négocier un lien contractuel avec l'Europe est très importante. Si c'est le cas, j'aimerais le leur entendre dire. Les Canadiens seraient certes très heureux d'apprendre que le

parti conservateur appuie un lien contractuel fructueux. J'aimerais que les conservateurs nous parlent davantage de leur réaction aux négociations sectorielles avec les pays avec lesquels nous n'avons pas de traité. S'ils estiment comme nous que les négociations sectorielles sont une initiative très importante pour le Canada dans cette nouvelle série d'entretiens commerciaux, j'aimerais qu'ils nous le disent. Nous aimerions les entendre. Si les conservateurs pensent comme moi au sujet des initiatives du gouvernement en vue d'établir une nouvelle forme de coopération économique avec le Japon, un de nos associés commerciaux les plus importants, qu'ils le disent. Toutefois, ils semblent muets sur ces questions. Ils ne s'y intéressent, du moins certains d'entre eux, que lors d'une journée de l'opposition.

S'ils sont d'accord avec nous sur les types d'ententes économiques réciproques que nous avons négociées avec l'Iran, le Mexique, le Brésil, Cuba, et d'autres que nous sommes en train de négocier avec des pays du Moyen-Orient, pourquoi ne le disent-ils pas? Ce sont des initiatives importantes.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre, mais son temps de parole est écoulé.

Des voix: Qu'il poursuive.

M. l'Orateur adjoint: Il semble que la Chambre soit disposée à permettre au ministre de finir ses observations. Est-ce entendu?

Des voix: D'accord.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je remercie les députés de leur amabilité et de leur générosité. Je termine dans quelques instants.

En matière de politique commerciale canadienne, on oublie trop souvent certaines questions importantes. Toute la région de l'Amérique latine représente un potentiel commercial énorme pour le Canada. La Banque interaméricaine de développement est un organisme qui joue un rôle fort important pour l'extension du commerce dans cette région. Le gouvernement et moi, en tant qu'ancien ministre, avons consacré beaucoup de temps à l'établissement de meilleures relations commerciales avec les pays d'Amérique latine. Il y a à peine quelques semaines, le premier ministre (M. Trudeau) s'est rendu à Cuba, au Venezuela et au Mexique.

M. Alexander: N'en parlez plus.

M. Gillespie: Il y est surtout allé pour des motifs d'ordre commercial. Il s'agit là d'un vaste territoire. J'espère que les députés encouragent les hommes d'affaires de leur circonscription à se rendre en Amérique latine pour découvrir par eux-mêmes certains de ces grands débouchés commerciaux. Je suis quelque peu étonné de la différence d'attitude à l'endroit de Cuba et de l'URSS. D'un côté, on nous dit que nous avons manqué de dynamisme dans nos échanges avec l'URSS parce que nous avons perdu aux mains des Américains une commande qui aurait dû revenir au Canada. Et on nous dit tout d'une haleine que nous semblons perdre notre temps à tâcher de conclure des marchés aussi importants avec Cuba, qui est beaucoup plus près de nous. Il est temps que les conservateurs reconnaissent que Cuba représente un débouché de plus en plus important pour les produits canadiens, et qu'ils commencent à encourager les hommes d'affaires canadiens à écouter leurs produits sur ce marché. Il est tout à fait ridicule de nous recommander de faire des affaires avec l'URSS et de nous abstenir par ailleurs d'en faire avec Cuba.